

Unité départementale de la Marne  
Service de la prévention des risques anthropiques  
14 rue du bataillon de marche 24  
67200 Strasbourg

Strasbourg, le 30/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SUN DESHY**

ROUTE DE POGNY  
51240 Francheville

Références : -  
Code AIOT : 0005701706

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2025 dans l'établissement SUN DESHY implanté Route de Pogny 51240 Francheville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUN DESHY
- Route de Pogny 51240 Francheville
- Code AIOT : 0005701706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Depuis le 01/01/2013, l'installation est soumise au système d'échange des quotas d'émission au titre de la combustion de combustibles dans des installations dont la puissance calorifique totale est supérieure à 20MW.

La visite d'inspection se base sur les dernières versions de plans approuvés ( versions n°5 du 20/03/2023 du plan méthodologique de surveillance (PMS) et n°31 du 26/11/2024 du plan de surveillance (PDS)).

Au titre de l'article 47 du règlement CE 2018/2066, le site est une installation faiblement émettrice bénéficiant de diverses exemptions.

99 % de l'allocation du site est basée sur l'énergie des combustibles consommés.

L'exploitant s'est donné pour objectif d'utiliser 100% biomasse dans le but de sortir du SEQE (exclusion à partir de 95% des émissions totales issues de la biomasse).

### **Thèmes de l'inspection :**

- Air

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Dans son PDS, l'exploitant déclare déterminer la quantité de carbone du mâchefer en réalisant des analyses (niveau de méthode 3) alors qu'il est constaté dans sa déclaration d'émission que l'exploitant applique par défaut un facteur d'oxydation du mâchefer égal à 1. L'approche est certes majorante en terme d'émission mais contradictoire avec le PDS.

De plus, l'exploitant n'a pas présenté de documents justifiant l'analyse du carbone contenue dans le mâchefer.

Le charbon n'entre plus dans la catégorie du flux majeur mais doit être considéré comme un flux mineur.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Normes utilisées (détermination facteurs de calcul)	Règlement européen du 19/12/2018, article 32 Règlement 2018/2066	Demande d'action corrective	3 mois
4	Plan d'échantillonnage (analyses facteurs de calcul)	Règlement européen du 19/12/2018, article 33 Règlement 2018/2066	Demande d'action corrective	3 mois
7	Apport en combustible (biomasse)	Règlement européen du 19/12/2018, article 38 Règlement FAR 2019/331	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Diagramme des flux	Règlement européen du 19/12/2018, article 8 + ANNEXE VI points 1.c et 1.d Règlement FAR 2019/331	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Détermination des données d'activité des flux	Règlement européen du 19/12/2018, article 27 Détermination des données d'activité Règlement MRR 2018/2066	Sans objet
5	Recours aux laboratoires (analyses facteurs de calcul)	Règlement européen du 19/12/2018, article 34 Recours aux laboratoires Règlement MRR 2018/2066	Sans objet
6	Fréquence des analyses des facteurs de calcul	Règlement européen du 19/12/2018, article 35 Fréquence des analyses Règlement MRR 2018/2066	Sans objet
8	Programme métrologique pour la détermination des émissions	Règlement européen du 19/12/2018, article 60 Règlement 2018/2066	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les niveaux de méthodes ainsi que les calculs relatifs au taux de carbone contenu dans le mâchefer ne sont pas rigoureusement respectés.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Diagramme des flux

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article 8 + ANNEXE VI points 1.c et 1.d Règlement FAR 2019/331
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, SEQE – Niveaux d'activité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 8 Contenu et soumission du plan méthodologique de surveillance</p> <p>1.L'exploitant d'une installation qui demande à bénéficier d'une allocation de quotas à titre gratuit en vertu de l'article 4, paragraphe 2, point b), et de l'article 5, paragraphe 2, établit un plan méthodologique de surveillance qui contient, en particulier, une description de l'installation et de ses sous-installations ainsi que de ses procédés de production et une description détaillée des méthodes de surveillance et des sources de données. Le plan méthodologique de surveillance comprend une documentation détaillée, complète et transparente de toutes les étapes de collecte des données, et contient au moins les éléments mentionnés à l'annexe VI. (...)</p> <p>Annexe VI Contenu minimal du Plan Méthodologique de Surveillance</p> <p>Le plan méthodologique de surveillance comprend au moins les informations suivantes:</p> <p>1.Informations générales concernant l'installation :</p> <p>(...)</p>

<p>d) un diagramme présentant au moins les informations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les éléments techniques de l'installation, en indiquant les sources d'émissions ainsi que les unités productrices et consommatrices de chaleur;</li> <li>- toutes les circulations d'énergie et de matières, notamment les flux, la chaleur mesurable et non mesurable, l'électricité s'il y a lieu et les gaz résiduels;</li> <li>- les points et dispositifs de mesure;</li> <li>- les limites des sous-installations, notamment la distinction entre les sous-installations utilisées pour des secteurs considérés comme étant exposés à un risque important de fuite de carbone et les sous-installations utilisées pour d'autres secteurs, sur la base des codes NACE Rév. 2 ou Prod-com;</li> <li>(...)</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le diagramme des flux issue de la version n°5 du PMS mentionne 3 fours de séchage (puissances : 17MW , 29MW, 29MW), les flux de combustibles (charbon+ biomasse+ FOD), les flux de matières premières , les productions , les limites des 3 sous-installations ou benchmark (1BM combustible CL- carbon leakage + 1 BM combustible non CL + 1 BM chaleur non CL) et les instruments de mesures.</p> <p>Le découpage a la particularité que le BM combustible CL et le BM combustible non CL utilisent les mêmes unités techniques . Le statut CL ou non CL du BM combustible est déterminé en fonction de la production.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le diagramme est perfectible : ajouter les balances et étuves pour la détermination du PCI de la biomasse.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Détermination des données d'activité des flux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article 27 Détermination des données d'activité Règlement MRR 2018/2066</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, SEQUE – Emissions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. L'exploitant détermine les données d'activité d'un flux de l'une des deux façons suivantes: <ol style="list-style-type: none"> <li>a) par mesurage en continu au niveau du procédé responsable des émissions;</li> <li>b) par cumul des mesures des quantités livrées séparément, compte tenu des variations des stocks.</li> </ol> </li> <li>2. Aux fins du paragraphe 1, point b), la quantité de combustible ou de matière transformée au cours de la période de déclaration est calculée en déduisant de la quantité de combustible ou de matière reçue au cours de la période de déclaration la quantité de combustible ou de matière sortie de l'installation, et en y ajoutant la quantité de combustible ou de matière en stock au début</li> </ol>

de la période de déclaration, moins la quantité de combustible ou de matière en stock à la fin de la période de déclaration. (...)
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans sa dernière déclaration CO2, les deux flux de combustibles essentiellement consommés sur site sont la biomasse et le charbon.</p> <p>L'exploitant a présenté le tableau de suivi de livraison du flux de biomasse. Il mesure la quantité livrée et fait en fin de campagne une estimation de la variation de stock.</p> <p>S'agissant du flux de charbon, la consommation 2024 résulte d'un stock des années précédentes. Dans le cas d'une livraison de charbon, un ticket fournisseur avec la quantité livrée est transmis à l'exploitant.</p> <p>L'article 47 paragraphe 4 règlement 2018/2066 permet à une installation faiblement émettrice de déroger aux dispositions de l'article 27 en donnant la possibilité de déterminer la quantité de combustible ou de matière en utilisant les données d'achat consignées et les estimations des variations des stocks.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Normes utilisées (détermination facteurs de calcul)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article 32 Règlement 2018/2066
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, SEQE – Emissions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 32 Détermination des facteurs de calcul par analyse</p> <p>1-L'exploitant veille à ce que les analyses, (...) nécessaires à la détermination des facteurs de calcul soient réalisées au moyen de méthodes fondées sur les normes EN correspondantes. (...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a déclaré appliquer pour le PCI de la biomasse, la norme ISO 18134-2, mais n'a pas présenté à l'inspection une procédure formalisée.</p> <p>Les facteurs du flux de charbon sont déterminés par un laboratoire externe accrédité ISO17025.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Une copie de la procédure devra être transmise à l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : Plan d'échantillonnage (analyses facteurs de calcul)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article 33 Règlement 2018/2066
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, SEQE – Emissions
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 33 Plan d'échantillonnage 1. Lorsque les facteurs de calcul sont déterminés au moyen d'analyses, l'exploitant, pour chaque combustible ou matière, soumet à l'approbation de l'autorité compétente un plan d'échantillonnage, sous la forme d'une procédure écrite, qui précise les modalités de préparation des échantillons, et en particulier les responsabilités, ainsi que les lieux, les fréquences de prélèvement, les quantités à prélever et les méthodes de stockage et de transport des échantillons. L'exploitant veille à ce que les échantillons prélevés soient représentatifs du lot ou de la période de livraison concernés et exempts de biais. Les principaux éléments du plan d'échantillonnage sont convenus avec le laboratoire réalisant les analyses du combustible ou de la matière en question, et la preuve de cet accord figure dans le plan. L'exploitant met le plan à disposition aux fins de la vérification au titre du règlement d'exécution (UE) 2018/2067. 2. En accord avec le laboratoire réalisant les analyses du combustible ou de la matière concernés et sous réserve de l'approbation de l'autorité compétente, l'exploitant adapte les éléments du plan d'échantillonnage si les résultats d'analyse révèlent que l'hétérogénéité du combustible ou de la matière diffère sensiblement des données relatives à l'hétérogénéité sur la base desquelles le plan d'échantillonnage initial de ce combustible ou de cette matière a été établi.
<b>Constats :</b>  Dans son plan de surveillance, l'exploitant a déclaré appliqué pour le flux de biomasse un niveau de méthode 3 (analyse de laboratoire à chaque livraison en interne) pour le pouvoir calorifique inférieur.  L'exploitant n'a pas présenté de plan d'échantillonnage .
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent rapport, une copie du plan d'échantillonnage de la biomasse devra être transmis à l'inspection (quotas CO2).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Recours aux laboratoires (analyses facteurs de calcul)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article 34 Recours aux laboratoires Règlement MRR 2018/2066
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, SEQE – Emissions
<b>Prescription contrôlée :</b>  1. L'exploitant veille à ce que les laboratoires auxquels il est fait appel pour réaliser les analyses en

<p>vue de la détermination des facteurs de calcul soient accrédités conformément à la norme EN ISO/IEC 17025 pour les méthodes d'analyse en question.</p> <p>2. Il ne peut être fait appel à des laboratoires non accrédités conformément à la norme EN ISO/IEC 17205 pour la détermination des facteurs de calcul que si l'exploitant peut prouver de manière concluante à l'autorité compétente qu'il n'est pas techniquement possible de faire appel aux laboratoires visés au paragraphe 1, ou que cela entraînerait des coûts excessifs, et que les laboratoires non accrédités répondent à des exigences équivalentes à celles définies dans la norme EN ISO/IEC 17025.</p> <p>(...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le plan de surveillance, l'exploitant déclare appliqué au facteur d'émission et au pouvoir calorifique inférieur du charbon un niveau de méthode 3 qui correspond à des analyses en laboratoire.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le justificatif d'accréditation <b>EN ISO/IEC 17025</b> valide du laboratoire.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Fréquence des analyses des facteurs de calcul**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article 35 Fréquence des analyses Règlement MRR 2018/2066</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, SEQE – Emissions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1. L'exploitant applique les fréquences d'analyse minimales indiquées à l'annexe VII pour les différents combustibles et matières.</p> <p>(...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans son plan de surveillance, l'exploitant déclare utilisé un flux majeur de charbon avec un niveau de méthode 3 (FE + PCI). Dans ce cas de figure, le règlement prévoit une fréquence d'analyse d'au moins de 6 fois par an ou toutes les 20 000 tonnes.</p> <p>L'exploitant a déclaré que la consommation de 2024 est issue d'un stock des années antérieures et qu'il n'y avait pas eu de livraison en 2022 et 2023. Les facteurs déclarés sont issue d'analyse d'époque. De nouvelles analyses seront effectuées à l'occasion du renouvellement du stock. L'exploitant a tout de même transmis (mail du 26/06/2025) un rapport d'analyse d'un laboratoire accrédité daté du 28/06/2024</p> <p>Dans la dernière déclaration d'émissions CO<sub>2</sub>, la donnée d'activité du charbon est de 1595 tonnes. Par conséquent, la classification du flux est mineure et les exigences réglementaires ne sont plus aussi élevées.</p> <p>L'article 15 paragraphe 3 règlement 2018/2066 prévoit que le changement dans la catégorisation des flux est une modification importante.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>



La nouvelle catégorisation du flux de charbon doit être prévue dans une nouvelle version du plan de surveillance.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Apport en combustible (biomasse)**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 19/12/2018, article 38 Règlement FAR 2019/331

**Thème(s) :** Risques chroniques, SEQE – Niveaux d'activité

**Prescription contrôlée :**

1. L'exploitant peut déterminer les données d'activité d'un flux de carbone dont le facteur d'émission est considéré comme égal à zéro sans recourir aux niveaux et sans fournir d'analyse attestant la teneur en carbone dont le facteur d'émission est considéré comme égal à zéro, si le flux est exclusivement constitué de carbone dont le facteur d'émission est considéré comme égal à zéro et si l'exploitant peut garantir qu'il n'est pas contaminé par d'autres matières ou combustibles.

Le facteur d'émission de chaque combustible ou matière qui figure dans la déclaration est obtenu en multipliant le facteur d'émission préliminaire déterminé conformément à l'article 30 par la fraction fossile du combustible ou de la matière.

(.....)

4. Lorsque la fraction de la biomasse dont le facteur d'émission est considéré comme égal à zéro de combustibles ou matières mixtes est supérieure ou égale à 97 % ou que, du fait de la quantité d'émissions associée à la fraction fossile du combustible ou de la matière, les conditions caractérisant un flux de minimis sont réunies, l'autorité compétente peut autoriser l'exploitant à appliquer des méthodes ne reposant pas sur des niveaux, et notamment la méthode du bilan énergétique, pour déterminer les données d'activité et les facteurs de calcul pertinents.

5. Les biocarburants, les bioliquides et les combustibles issus de la biomasse satisfont aux critères de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre énoncés à l'article 29, paragraphes 2 à 7 et 10, de la directive (UE) 2018/2001, afin d'être comptabilisés dans la fraction issue de la biomasse d'un flux dont le facteur d'émission est considéré comme égal à zéro.

Toutefois, les biocarburants, les bioliquides et les combustibles issus de la biomasse produits à partir de déchets et de résidus, autres que les résidus de l'agriculture, de l'aquaculture, de la pêche et de la sylviculture, ne doivent remplir que les critères énoncés à l'article 29, paragraphe 10, de la directive (UE) 2018/2001. Le présent alinéa s'applique également aux déchets et résidus qui sont d'abord transformés en un produit avant d'être transformés ensuite en biocarburants, bioliquides et combustibles issus de la biomasse.

(.....).

Les critères établis à l'article 29, paragraphes 2 à 7 et paragraphe 10, de la directive (UE) 2018/2001 s'appliquent quelle que soit l'origine géographique de la biomasse.

L'article 29, paragraphe 10, de la directive (UE) 2018/2001 s'applique à une installation telle que définie à l'article 3, point e), de la directive 2003/87/CE.

<p>Le respect des critères fixés à l'article 29, paragraphes 2 à 7 et paragraphe 10, de la directive (UE) 2018/2001 est évalué conformément aux dispositions de l'article 30 et de l'article 31, paragraphe 1, de ladite directive. Les critères peuvent également être considérés comme respectés si l'exploitant apporte la preuve de l'achat d'une quantité de biocarburant, de bioliquide ou de biogaz liée à l'annulation de la quantité correspondante dans la base de données de l'Union créée conformément à l'article 31 bis ou dans une base de données nationale créée par l'État membre conformément à l'article 31 bis, paragraphe 5, de ladite directive. En cas de non-respect ultérieur des exigences relatives à la preuve de la durabilité des quantités annulées dans les bases de données susmentionnées, l'autorité compétente corrige les émissions vérifiées en conséquence.</p> <p>Lorsque la biomasse utilisée n'est pas conforme au présent paragraphe, sa teneur en carbone est considérée comme du carbone fossile.</p> <p>(.....)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans sa dernière déclaration CO2, l'exploitant a déclaré avoir consommé 57 038 tonnes de biomasse.</p> <p>La biomasse solide (plaquette forestière et produits connexes) est consommée sur site depuis 2008.</p> <p>L'inspection a constaté la présence du combustible. Le stockage maximal à l'air libre est de 3 000 tonnes.</p> <p>La biomasse a une durée de stockage de 1 à 3 semaines avant utilisation. Des analyses sont effectuées à chaque livraison pour déterminer le taux d'humidité et en déduire le PCI. Cependant, l'exploitant ne réalise pas d'autres analyses avant utilisation.</p> <p>Le PCI sur sec contractuelisé avec le fournisseur est de 5MWh/tonnes. Le tableau des échantillons de biomasse analysés par l'exploitant fait apparaître un PCI 2 fois moindre que celui du contrat.</p> <p>En fin d'année, le PCI moyen pondéré est calculé.</p> <p>En 2024, la biomasse certifiée RED II a un facteur d'émission nul.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra justifier que le PCI de la biomasse entre la livraison et l'utilisation demeure inchangé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 8 :** Programme métrologique pour la détermination des émissions

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article 60 Règlement 2018/2066
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, SEQE – Emissions
<b>Prescription contrôlée :</b>

Article 60 Assurance de la qualité

1. Aux fins de l'article 59, paragraphe 3, point a), l'exploitant s'assure que l'ensemble de l'équipement de mesure utilisé est étalonné, réglé et vérifié à intervalles réguliers, y compris avant son utilisation, et contrôlé par rapport à des normes de mesure correspondant aux normes internationales, lorsqu'elles existent, conformément aux exigences du présent règlement et proportionnellement aux risques mis en évidence. (...)

**Constats :**

L'inspection a constaté que le pont bascule, les 4 étuves et la balance de laboratoire font l'objet d'un suivi métrologique (métrologie légale valide + certificat de calibrage).

**Type de suites proposées :** Sans suite